



EXCLUSIF : L'État français « a facilité les actions d'al-Nosra », la majorité refuse toute enquête (Alain Marsaud)

Politiques profondes occidentales et déclin démocratique

Par [Maxime Chaix](#)

Mondialisation.ca, 04 janvier 2016

maximechaix.info 16 décembre 2015

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#)

Le 26 novembre dernier, le député et ancien juge antiterroriste Alain Marsaud (LR) répondait aux questions des internautes sur Twitter. À cette occasion, [il m'avait indiqué](#) qu'une enquête parlementaire susceptible d'exposer le soutien du Front al-Nosra par l'État français en Syrie avait été refusée par la majorité. D'après lui, ce refus visait à ne pas embarrasser le gouvernement. Je l'ai donc sollicité afin d'obtenir des précisions sur cette question épineuse, qui est [occultée](#) par les médias français malgré d'autres accusations compromettantes formulées par des [experts](#) et par [différents parlementaires](#) de l'opposition. Selon le député Marsaud,

« il n'est pas sérieusement contesté qu'à un moment ou un autre l'État français a facilité les actions d'al-Nosra qui, je vous le rappelle, est une filiale d'al-Qaïda [en Syrie]. J'ai eu l'occasion de montrer à l'Assemblée Nationale des photos de combattants d'al-Nosra en possession de fusils d'assaut français. Il n'y avait bien évidemment aucune volonté du gouvernement français de voir mis en évidence une telle collaboration avec un groupe terroriste. Ainsi fut rejetée toute idée d'enquête parlementaire. »

Je me suis donc intéressé aux propositions d'enquêtes parlementaires sur ce sujet en consultant le site l'Assemblée Nationale. La seule demande que j'ai pu trouver est celle du député Jacques Bompard (LS), qui avait proposé une commission d'enquête sur « [le soutien de la France à la rébellion syrienne](#) » à la suite des attentats de *Charlie Hebdo*, de l'Hyper Cacher et de Montrouge en janvier 2015. L'assistant parlementaire du député Bompard m'a expliqué que cette enquête avait été refusée à deux occasions par la majorité. Déclarant ne pas avoir été surpris par ces refus, il a souligné que cette question dépasse les clivages partisans, et qu'une telle démarche aurait dû être soutenue par les députés de chaque parti politique. Il m'a également rappelé qu'une commission d'enquête parlementaire, si elle est approuvée, dispose de moyens d'investigation supérieurs à ceux de la Justice, dont la levée du secret-défense. Il semble donc que, lorsque les politiques profondes de l'Exécutif français sont mises en cause, la raison d'État l'emporte sur la nécessaire transparence démocratique de nos institutions.

Hélas, en novembre dernier, la France a été à nouveau frappée par des jihadistes, et il s'avère que [la majorité d'entre eux avaient combattu en Syrie](#). De ce fait, j'ai demandé à

Alain Marsaud s'il lui semblait cohérent que le gouvernement français soutienne clandestinement al-Qaïda contre Bachar el-Assad tout en affirmant être en guerre contre Daech. D'après le député,

« [n]ous assistons à une recomposition de la ligne de conduite de la diplomatie française, qui comprend aujourd'hui qu'elle s'est fourvoyée dans sa politique syrienne. À la suite des attentats du 13-Novembre, nous recherchons des alliés, ceux-ci se montrent exigeants et ne peuvent accepter aucune compromission avec tel ou tel groupe islamiste. Le plus étonnant est qu'on en arrive à dire que l'on va combattre aux côtés des troupes syriennes de Bachar el-Assad. »

Ce revirement, qui implique un rapprochement franco-russe, est considéré par certains comme un aboutissement de la [synthèse « hollandaise »](#), quand d'autres le jugent [plus sévèrement](#). Il n'en demeure pas moins qu'en Syrie, les puissances occidentales, et pas seulement la France, ont été [impliquées en profondeur](#) dans le soutien de forces pas aussi « modérées » qu'elles nous ont été décrites jusqu'à présent.

En effet, trois semaines avant les attentats du 13-Novembre, la représentante états-unienne Tulsi Gabbard [expliquait sur CNN](#) que la CIA soutient clandestinement al-Qaïda pour renverser Bachar el-Assad. Le 19 novembre, elle a introduit [une proposition de loi](#) à la Chambre des Représentants pour stopper cette guerre secrète de la CIA et de ses alliés, qu'elle a décrite comme étant « illégale et contreproductive », et qui perdure malgré les attentats de Paris et de San Bernardino. Depuis l'intervention russe en Syrie, [d'autres sources](#) ont confirmé une intensification de l'aide de la France et des États-Unis en faveur d'« [islamistes réputés fréquentables](#) », pour reprendre l'expression ironique de l'éditorialiste du *Point* Michel Colomès.

À la suite des attentats du 13-Novembre, j'ai demandé à Alain Marsaud s'il pensait que les États-Unis et leurs alliés, dont le gouvernement français, allaient interrompre leur soutien de factions jihadistes pour renverser le gouvernement syrien. D'après le député,

« [n]os politiques militaristes, européistes et moralisatrices ont entraîné le chaos moyen-oriental de l'Irak à la Syrie, en passant par les autres pays en révolution. La prise de conscience de la part des Américains et de la France est en cours, du moins souhaitons-le. Le réalisme nous amènera sans doute à côtoyer des gens plus fréquentables et à mettre fin à un impérialisme sur la zone moyen-orientale qui ne nous a coûté que des morts. »

On ne peut que partager ce constat du député Marsaud, si l'on garde en tête que le bilan humain des guerres moyen-orientales de l'Occident est [désastreux](#). Saluons également son objectivité, lorsqu'il reconnaît que « [n]os politiques militaristes, européistes et moralisatrices ont entraîné le chaos moyen-oriental de l'Irak à la Syrie, en passant par les autres pays en révolution. » En effet, le député fait implicitement référence à la Libye, et l'ancienne majorité dont il est issu partage une lourde responsabilité dans le chaos qui s'est imposé dans ce pays, et qui s'est étendu en Syrie. D'une part, le [mauvais calcul](#) du gouvernement sarkozyste dans le dossier syrien a placé la France dans une impasse diplomatique [dont a hérité la majorité actuelle](#), et qui se résume en une phrase aussi intransigeante qu'irréaliste : « Assad doit partir ». Par ailleurs, dès l'intervention en Libye, l'État français présidé par Nicolas Sarkozy a clandestinement soutenu des forces pas aussi

« modérées » qu’elles nous avaient été décrites dans les médias. En effet, en août 2014, le [Washington Post](#) a publié un important article intitulé « Les terroristes qui nous combattent aujourd’hui ? Nous venons tout juste de les entraîner ». D’après cette analyse,

« [a]u cours de nombreux entretiens menés ces deux derniers mois [avec des membres de l’État Islamique et du Front al-Nosra], ils ont décrit comment l’effondrement sécuritaire durant le Printemps arabe les a aidés à recruter, à se regrouper et à utiliser en leur faveur la stratégie occidentale – c’est-à-dire le soutien et l’entraînement de milices afin de combattre des dictateurs. “Des Britanniques et des Américains nous avaient [également] entraînés durant le Printemps arabe en Libye”, d’après un homme surnommé Abou Saleh, qui a accepté d’être interrogé si son identité restait secrète. [Ce dernier], qui est originaire d’une ville proche de Benghazi, affirma qu’un groupe de Libyens et lui-même avaient bénéficié dans leur pays d’entraînements et de soutien de la part des forces [spéciales] et des services secrets français, britanniques et états-uniens – avant de rejoindre le Front al-Nosra ou l’État Islamique [en Syrie]. Interrogées pour cet article, des sources militaires arabes et occidentales ont confirmé les affirmations d’Abou Saleh, selon lesquelles des rebelles en Libye avaient bénéficié d’“entraînements” et d’“équipements” durant la guerre contre le régime de Kadhafi. »

Ces politiques profondes ont donc été confirmées par des sources de haut niveau, et il semblerait que l’extrémisme des combattants entraînés par les services spéciaux occidentaux était parfois connu des autorités. En effet, toujours d’après cet article du [Washington Post](#),

« “nous disposions dès le départ de renseignements nous indiquant que les groupes radicaux avaient profité du vide engendré par le Printemps arabe, et que certains des individus que les États-Unis et leurs alliés avaient entraîné à combattre pour la “démocratie” avaient des objectifs jihadistes – au préalable ou pas – [lorsqu’ils] rejoignirent al-Nosra ou l’État Islamique”, d’après un haut responsable des renseignements d’un pays arabe interrogé récemment. »

À l’aune de ces révélations, toute la lumière doit être faite sur les politiques profondes de l’État français et de ses alliés en Libye et en Syrie. En effet, il est inacceptable que des réseaux terroristes soient considérés par les puissances de l’OTAN comme des alliés clandestins pour renverser des gouvernements étrangers, tandis que les crimes des jihadistes en Occident justifient un [durcissement sécuritaire permanent](#) et un [état de guerre perpétuelle](#).

Ce phénomène qui s’autoalimente n’a pas encore suscité une indispensable [rationalisation](#) des politiques étrangères occidentales à l’égard des [pétromonarchies du Golfe](#) et de la [Turquie](#), dont le soutien de milices terroristes est de [notoriété publique](#). Au contraire, ce processus engendre des lois d’exception sans cesse plus démocracides, comme on peut l’observer avec la réforme constitutionnelle sur l’état d’urgence qui est [loin de faire l’unanimité au Parlement français](#). Hélas, ce processus engendre la légalisation et [l’extension incontrôlée](#) d’une surveillance de masse extrajudiciaire avant tout [favorable à des intérêts privés et étrangers](#), mais totalement inefficace pour empêcher des attentats – du moins selon [la NSA elle-même](#), ou d’après [l’ancien responsable du contre-terrorisme à la DGSE](#). Dans ce contexte, comment pouvons-nous accepter que nos libertés publiques soient inutilement sacrifiées, alors que des groupes jihadistes pourtant hostiles sont [clandestinement soutenus](#) par nos États pour

renverser des gouvernements étrangers ?

[Comme l'avait déclaré](#) le député Alain Marsaud quelques mois avant l'adoption de la « Loi Renseignement », cette législation « peut permettre une police politique comme nous n'en avons jamais vue. » Cette loi est dorénavant mise en œuvre, et les administrations « non spécialisées » qui seront autorisées à en faire usage vont l'être par [décret du Conseil d'État](#), et non par voie législative. Cette dérive autoritaire de l'Exécutif, qui invoque la lutte antiterroriste pour s'arroger des pouvoirs exorbitants sans contrepoids judiciaires ou parlementaires, est pour le moins préoccupante.

Au plan extérieur, la politique étrangère occidentale en Syrie semble être hors de contrôle, [comme s'en était alarmée la représentante Tulsi Gabbard](#) sur CNN en octobre dernier, lorsqu'elle déclara que

« des armements US vont dans les mains de nos ennemis, al-Qaïda et ces autres groupes, des groupes islamistes extrémistes qui sont nos ennemis jurés. Ce sont des groupes qui nous ont attaqués le 11-Septembre, et nous étions censés chercher à les vaincre, mais pourtant nous les soutenons avec ces armes pour renverser le gouvernement syrien. (...) Je ne veux pas que le gouvernement des États-Unis fournisse des armes à al-Qaïda, à des islamistes extrémistes, à nos ennemis. Je pense que c'est un concept très simple : vous ne pouvez vaincre vos ennemis si, en même temps, vous les armez et vous les aidez ! C'est absolument insensé pour moi. »

Comme nous venons de le démontrer, le soutien clandestin de factions islamistes en Syrie n'est pas limité à celui de la CIA, les services spéciaux français, britanniques et leurs alliés moyen-orientaux étant [étroitement impliqués](#) dans ces politiques profondes qui [menacent la paix mondiale](#) – toujours selon Tulsi Gabbard. Face à cette situation d'[instabilité globale](#), il est urgent que le gouvernement français, et plus généralement les États occidentaux,

1) interrompent les processus de durcissement sécuritaire permanent dans lesquels ils se sont engagés, qu'ils abrogent leurs politiques de surveillance massive et illégale de leurs populations, et qu'ils priorisent le renseignement humain et les actions judiciaires et policières pour combattre efficacement le fléau jihadiste. La « guerre contre le terrorisme » lancée par l'administration Bush à l'automne 2001 continuera d'enrichir [une minorité de multinationales et leurs actionnaires](#), mais ne pourra qu'amplifier le [désordre mondial](#) et la haine anti-occidentale. Les [trois ouvrages](#) de Peter Dale Scott traduits en français, dont le dernier vient d'être [recensé par l'IRIS](#), le démontrent indiscutablement ;

2) cessent sans délai de soutenir clandestinement des factions extrémistes en Syrie, qui finissent par attaquer les populations occidentales et qui déstabilisent un nombre grandissant de pays ;

3) réévaluent leurs alliances avec les [principaux soutiens étatiques du fléau jihadiste](#), tout en abandonnant leurs sanctions économiques contre des États luttant réellement contre le terrorisme, tels que [l'Iran](#) et la [Russie](#). Il faudrait alors se rapprocher de ces pays, notamment au plan commercial. Ce processus [a été lancé avec l'Iran](#), et les perspectives d'une intervention militaire désastreuse contre ce pays s'éloignent durablement. Comme l'avait écrit [Montesquieu](#), « [l']effet naturel du commerce est de porter à la paix. Deux nations qui négocient ensemble se rendent réciproquement dépendantes : si l'une a intérêt d'acheter, l'autre a intérêt de vendre ; et toutes les unions sont fondées sur des besoins

mutuels. » Cette solution, bien qu'imparfaite, est nettement préférable au pillage brutal de nations entières à travers la « [stratégie du choc](#) », comme on a pu l'observer en [Irak](#) ou en [Libye](#) ;

J'encourage donc mes concitoyens à dénoncer auprès de leurs élus les politiques profondes exposées dans cet article, puisqu'elles déstabilisent le monde et menacent nos démocraties. Essentiellement, je vous remercie de diffuser le plus largement possible cette analyse afin de sensibiliser votre entourage sur ces questions trop souvent ignorées ou déformées par les médias.

Maxime Chaix

La source originale de cet article est maximechaix.info

Copyright © [Maxime Chaix](#), maximechaix.info, 2016

Articles Par : [Maxime Chaix](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca